

Voudrait-il nous dire si l'ambassadeur du Canada à Washington lui a signalé l'intention de l'armée américaine d'expédier cinq chalandes de gaz innervant depuis Okinawa jusqu'à la base militaire d'Hermiston dans l'État de Washington, via le détroit Juan de Fuca. Nous dirait-il aussi quel message l'ambassadeur du Canada à Washington a transmis à ce sujet aux autorités des États-Unis?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Volontiers, monsieur l'Orateur. J'ai reçu de notre ambassadeur à Washington un rapport à ce sujet dans lequel il m'informe qu'aucune expédition n'a encore été faite. Les entretiens se poursuivent avec les États-Unis. Les expéditions ne pourront avoir lieu tant que le secrétaire à la Santé, à l'Éducation et au Bien-être n'aura pas révisé la proposition, y compris les mesures à prendre pour assurer la protection de la santé et de la sécurité des citoyens, ce qu'il n'a pas encore fait.

M. Anderson: Une question complémentaire...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je vais autoriser la question complémentaire du député, mais le temps passe et nous devrions, je pense, procéder aussi rapidement que possible.

M. Anderson: Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il saisir la Chambre du message que l'ambassadeur du Canada a fait parvenir aux autorités américaines?

L'hon. M. Sharp: L'ambassadeur a fait enquête, comme je vous l'ai dit, afin de voir si ces expéditions avaient eu lieu ou non. Je vous ai donné le renseignement qu'on m'a transmis, c'est-à-dire qu'on n'avait pas encore expédié ces gaz.

L'AGRICULTURE

LE PROJET DE DÉPLACEMENT DE CERTAINS AGRICULTEURS

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné les déclarations faites par le ministre dans un récent discours public, quand le gouvernement présentera-t-il son programme destiné à hâter pour les agriculteurs peu productifs, leur départ pour la ville ou à leur assurer une digne retraite?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Je l'ai dit maintes fois depuis le début de la session, monsieur l'Orateur; j'espère que ce sera avant la fin de la session.

[M. Anderson.]

LES AFFAIRES INDIENNES

L'ÉDUCATION DES INDIENS ET LE BILINGUISME

M. Robert Simpson (Churchill): J'ai une question pour le secrétaire d'État, monsieur l'Orateur. Compte tenu des déboires qu'ont connus les Esquimaux du Nouveau-Québec, qui souhaitent que leurs enfants apprennent l'anglais, et eu égard à la politique déclarée du gouvernement qui consiste à promouvoir l'égalité de l'anglais et du français au Canada, le secrétaire d'État dira-t-il à la Chambre quelles mesures il a prises, afin d'assurer que, les questions touchant les populations indiennes du Canada, ne seront pas transférées du gouvernement fédéral aux provinces sans que des garanties n'aient été données aux Indiens pour qu'ils puissent faire éduquer leurs enfants soit en anglais, soit en français?

M. l'Orateur: Je voudrais dire au député et au ministre qu'à mon sens, il s'agit là d'une information qui devrait être communiquée sous la forme d'une déclaration.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

INVITATION DE LA MAURITANIE À LA CONFÉRENCE DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DES PAYS FRANCOPHONES

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Je voudrais lui demander si une entente est intervenue entre le gouvernement fédéral et celui du Québec concernant la représentation à la conférence de Mauritanie.

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur. Nous avons participé à certaines conversations avec la province de Québec sur la représentation à plusieurs de ces conférences, tant au Niger qu'en Mauritanie. Ces conversations ne sont pas encore terminées, mais si j'en juge par la déclaration attribuée au premier ministre du Québec, une décision interviendra sur la base des lignes générales de l'accord conclu précédemment.

LE CANADIEN NATIONAL

LES MISES À PIED DANS L'EST DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

M. H. Russell MacEwan (Central Nova): Une question pour le ministre des Transports,